

n'auront une influence décisive sur les statistiques. La majorité des pays en développement ont maintenant leur politique démographique, mais dans beaucoup d'entre eux, la volonté politique indispensable fait toujours défaut.

Les pays développés admettent à présent le lien entre croissance démographique et développement, mais ne le mettent pas en évidence. Ils admettent avec plus d'hésitation le lien avec l'environnement et commencent à peine à parler sérieusement du lien avec les mouvements migratoires. Les questions démographiques n'ont pas été abordées lors des rencontres au sommet. Les Nations Unies et la BIRD ont cependant développé des programmes importants sur la question. La conférence de 1994 sur la population et le développement, mentionnée plus haut, fait d'ailleurs suite à deux autres grandes conférences des N.-U. tenues en 1974 et 1984. Environ 1,3 % de l'aide publique au développement va aux populations : les États-Unis sont en tête dans ce domaine, mais ne font aucun don par l'entremise des Nations Unies. Le Canada est dans la moyenne.

Les courants migratoires sont devenus un immense problème dans le monde : 17 millions de réfugiés, peut-être 20 millions de personnes déplacées, et des millions d'autres à la recherche d'une vie meilleure. Ces courants relèvent le plus souvent de l'idiosyncrasie: les migrants vont là où leurs compatriotes ont établi une tête de pont, là où il est le plus facile d'entrer, et là où se trouvent les plus grands avantages. Toutefois, ce n'est plus qu'une question de temps avant que la plupart des pays en développement n'exercent de pressions migratoires sur les pays du Nord. Parmi ces derniers, la distinction s'atténue entre ceux qui sont traditionnellement des terres d'accueil, et les autres. Une grande partie de la migration est maintenant irrégulière; partout, le nombre de personnes qu'on tente de refouler mais qui restent en terre d'accueil est élevé, et les frais d'entretien et de contrôle sont énormes. Les comportements racistes en Europe ne cessent de prendre de l'ampleur. Les rencontres sur la migration et les réfugiés se multiplient, jusqu'à présent sans grands résultats. Les gouvernements commencent à reconnaître que les mesures de contrôle ne suffisent pas et qu'une approche globale est nécessaire. Toutefois, ils ne s'entendent toujours pas sur la nature de cette approche.

Les tendances démographiques et migratoires nuisent gravement à un grand nombre des objectifs spécifiques du Canada dans les domaines du développement international, des droits de la personne, de l'environnement, du commerce et des Nations Unies. Il nous faudra changer certaines de nos priorités en matière de politique étrangère. Néanmoins, plus d'étrangers chercheront à entrer au Canada et revendiqueront le statut de réfugié, s'ils le peuvent. La proportion de requérants non européens augmentera, phénomène que le système de famille étendue contribue à perpétuer. L'accroissement des tensions dans nos grandes villes et la nécessité d'un contrôle beaucoup plus serré risqueraient de ternir notre image libérale, qui est en elle-même un facteur unificateur.

Un des cinq objectifs prioritaires de la politique canadienne, énoncés à la fin de l'an dernier par le gouvernement, est de favoriser plus d'implication et de coopération sur le plan international dans le domaine de la croissance démographique et des migrations